

IL FAUT RECTIFIER...

Des journaux imprimés à Paris s'étonnent et montrent de l'humeur : une conférence de M. André Gide sur le poète Henri Michaux aurait été interdite à Nice.

La nouvelle est, sous cette forme, tout à fait inexacte.



Le matin du jour où il devait prononcer sa conférence, M. Gide reçut une lettre signée d'un certain M. N. de Tissot.

Cette lettre donnait clairement à entendre qu'on saurait empêcher le conférencier de parler s'il ne renonçait de lui-même, et sagement, à se faire entendre. Elle a été publiée par un journal niçois : il faut voir de quel ton on peut parler à un écrivain de l'importance de M. André Gide ! Ces menaces infatuées et rennantes finissent par inspirer le sourire.

Assurément les dispositions du cœur sont pures. Elles tendent, nous le supposons, à une France héroïque et virile — mais nous qui, sur ce point, ne sommes pas inférieurs en volonté, nous n'avons pas réussi encore à comprendre quel grave empêchement apporte au dessein commun une conférence de M. Gide. Ce ne sont donc par les mobiles de la démarche qui sont en cause, c'est la vue de la France qu'elle implique. La littérature française n'a pas jusqu'à ce jour choisi pour objectif essentiel l'enseignement du sacrifice viril et de l'austérité. Elle n'en est pas moins honorable, nous le jurons aux Savonaroles niçois qui paraissent ignorer l'existence de Villon et de Ronsard, de Montaigne et de Rabelais, sans parler — Dieu nous garde — de Diderot et de Voltaire. Car sans doute élèveraient-ils le bûcher et ne resterait-il bientôt plus aux lycéens de Nice qui, comme les autres, ont besoin de prendre contact avec la langue française, que d'aller la chercher dans les œuvres complètes de M. de Tissot.



Une heure avant la conférence, le contempteur de M. Gide et ses amis firent savoir qu'ils consentiraient à laisser parler l'écrivain de l'œuvre poétique d'Henri Michaux. Mais cette fois, c'est M. Gide qui, n'obtenant pas le retrait de la lettre comminatoire, se refusa. Et paraissant sur l'estrade, il expliqua l'incident au public. Il donna ses raisons : « Pas de discorde entre les Français. Tel est le mot d'ordre qui me domine... Plutôt que de fournir un prétexte à des dissensions — encore que cette conférence, exclusivement littéraire, fût autorisée par la censure, par les autorités civiles et militaires — taisons-nous... Tant qu'il s'agit d'art, je suis encore prêt à la lutte. Mais j'ai trop grand souci des intérêts de la France pour engager une lutte sur un malentendu ».

Le public fit une ovation à l'écrivain. Il est bien vrai pourtant que l'affaire laissa du malaise.

C'est là de ces incidents sur lesquels il n'est pas mauvais de jeter le voile. Mais la version erronée qui circule à Paris obligeait à la rectification. Nous ne serions pas fiers si dans tous les pays où le nom de Gide assure l'un des prestiges de notre littérature, l'on en venait à croire que la France, pour sa vie intellectuelle, atteint le degré de zèle que vient d'illustrer l'épistolier niçois.